

bre du Conseil de sécurité non-permanent, nous servirions dans cet organisme pendant une courte période et nous ne pourrions pas ensuite être réélus. On peut fort bien soutenir, je suppose, que seules les grandes puissances devraient faire partie du Conseil de sécurité en tout temps. Mais il ne faut pas oublier, à mon avis, que notre pays progresse, et que nous avons pris notre place aux côtés des grandes puissances au cours des deux dernières grandes guerres. Dans le présent conflit tout particulièrement, nous avons donné de nos richesses, de nos ressources naturelles et de notre capital humain dans une mesure qui dépasse de beaucoup la contribution d'autres nations qui seront représentées à la conférence, et je soutiens que nous devrions invoquer l'argument de la représentation fonctionnelle avec faits à l'appui, ce qui devrait nous assurer un classement qui se rapprocherait beaucoup de celui des membres permanents.

Le Conseil économique et social comprendra dix-huit membres. Il n'est pas encore certain que le Canada en fera partie. Nous comprenons bien qu'il serait impossible que tous les membres de l'Assemblée générale fassent partie de chacun des conseils, mais j'ose dire que les Canadiens peuvent offrir bien des choses à toutes les autres nations du monde.

Comme l'ont laissé entendre des honorables sénateurs, il est fort possible que le Conseil économique et social s'avère le facteur important dans toute cette organisation. Au cours des prochaines années, nous devons aider à nourrir les nations d'Europe. Nous ne devons pas oublier que, durant la guerre, les nations se sont rapprochées pour combattre l'ennemi commun. Durant le présent conflit, des peuples de croyances politiques différentes se sont donné la main pour combattre l'Allemagne. Quand la guerre aura pris fin, nous aurons détruit l'ennemi qui nous a rapprochés. Je suis donc d'avis que nous devons découvrir un autre ennemi,—un ennemi qui menacera la paix et la civilisation du monde si nous ne le détruisons pas. Cet ennemi, c'est la pauvreté qui existe dans plusieurs pays du monde. Or, j'ai l'impression que c'est par l'intermédiaire de ce Conseil économique et social que les nations peuvent s'unir pour combattre cet ennemi. A ce point de vue, le Canada est en mesure, plus encore que bien d'autres pays, de jouer un rôle important. Nous, citoyens du Canada, nous croyons que la pauvreté doit être abolie. Peu importe que la pauvreté règne dans une région de notre pays ou dans un pays d'Europe; tant qu'elle existera, il y aura des gens qui voudront en

profiter, et le malaise et le désordre politique se feront à nouveau les agents destructeurs de la paix dans le monde.

En abordant cette question, nous avons conscience qu'une nation, si forte soit-elle, ne peut que collaborer avec les autres pour assurer la paix dans le monde. Je ne suis pas pessimiste en face des perspectives qui s'offrent à nous. Nous savons bien,—comme on l'a dit dans cette enceinte et aussi ailleurs,—que depuis des centaines d'années on a tenté d'établir des organismes de paix. Nous avons lu bien des choses à leur sujet. J'ai l'impression, cependant, qu'il y a une différence aujourd'hui. En effet, durant la présente guerre, les chefs des divers pays se sont rencontrés en conférence pendant que la bataille faisait rage et ils ont cherché à en venir à une meilleure entente. Ces conférences ont réuni les chefs des pays qui professaient des doctrines politiques différentes; ces derniers n'en ont pas moins réussi à formuler des propositions qui sont d'un caractère éminemment pratique. Songeant à la conférence mondiale qui se tiendra dans quelques jours, il me semble que nous devons aborder la solution du problème que pose l'avenir d'une façon différente de celle que nous avons adoptée dans le passé. Nous devons prendre la résolution de travailler ensemble en temps de paix comme en temps de guerre; nous devons être prêts à donner, à recevoir et, à partager nos richesses, nous devons aussi trouver le moyen de distribuer les biens du monde. Quand nous aurons accompli cela, nous aurons fait un grand pas vers l'établissement de la paix dans le monde entier.

J'unis ma voix à celles de ceux qui ont exprimé leur confiance dans la délégation qui représentera notre pays à San-Francisco. Je pense que nous devons nous réjouir de voir à la tête de cette délégation un premier ministre qui possède une grande expérience et que nous savons être un homme d'Etat pacifique qui a passé sa vie à tâcher de résoudre les problèmes qui se posent à l'homme moyen. Je suis certain que les délégués de notre pays sauront mesurer la grandeur de la mission qui leur est confiée.

Je conviens avec un certain nombre d'honorables sénateurs que le Sénat peut apporter une importante contribution à l'épanouissement d'une meilleure entente et de meilleures relations internationales. Quand nos représentants reviendront de San-Francisco, leur rapport constituera la base de nos discussions et de l'étude des affaires internationales. Le Sénat a toute la compétence voulue pour